

Urgences, hôpitaux : Madame Buzyn reste sourde et aveugle !

Des annonces comme un palliatif sur une jambe de bois.

Pour la Fédération des Personnels des Services Publics et des Services de Santé FO, « le pacte de refondation des urgences » ne répond en rien à la réalité du terrain et ne répond surtout en rien à la colère et aux besoins exprimés depuis des mois par les agents.

Au lieu de cela, nous assistons à la mise en œuvre d'une « usine à gaz » :

- Création des services d'accès aux soins : présentée comme une mesure phare (Service d'Accès aux Soins, 340 M €) reposant essentiellement sur la volonté hypothétique de tous les acteurs ville/hôpital, cette mesure sera extrêmement difficile à mettre en œuvre. Pour FO, créer une structure supplémentaire entre les maisons médicales et l'hôpital apparaît au regard de la pénurie médicale comme un contresens.
- Gestion des lits au niveau des GHT : cela est déjà le cas à bien des endroits mais faute de places les patients restent sur les brancards ! FO réaffirme que sans réouverture de lits, point de salut !
- Mise en œuvre d'entrées directes sans passer par les urgences pour la filière gériatrique et notamment pour les résidents des EHPAD : impossible tant que les établissements seront sous dotés en lits et régulièrement « sous tension ». De plus, les EHPAD sont d'ores et déjà sous médicalisés au regard de ce que souhaite la Ministre.
- Création des Infirmiers en Pratique Avancée (IPA) spécialisés urgences : outre le fait qu'ils ne pourront être opérationnels que dans trois ans, leur présence ne réglera en rien le manque d'effectifs de personnels médicaux et paramédicaux, ce qui nécessite des recrutements immédiats.
- « Renforcer et reconnaître les compétences des professionnels des urgences » : la Fédération rappelle que la **véritable reconnaissance** ne passe que par des réponses fondamentales et incontournables, à savoir **l'amélioration des conditions de travail et la revalorisation des salaires, paramètres qui ne sont pas abordés dans les mesures présentées.**

En résumé, **Madame Buzyn persiste et signe :**

Aucune nouvelle mesure salariale, aucune volonté de recruter les personnels nécessaires, aucun moratoire sur les fermetures de lits et places, encore moins de réouverture !

Mais comment pourrait-il en être autrement puisque la loi santé qu'elle a portée va encore accélérer cette destruction. **Pour FO, Madame Buzyn ne fait que de la communication à destination de l'opinion publique sans répondre aux besoins réels des usagers, elle continue, comme ses prédécesseurs, à vouloir diminuer l'offre de soins hospitaliers.**

Avec l'accélération du processus de fusion des établissements sanitaires, la situation des agents et des usagers va encore s'aggraver.

Pour Force Ouvrière, la raison majeure de la crise que nous traversons depuis plusieurs années tient aux politiques de restrictions budgétaires et de fermetures de lits dans une visée d'économies court-termistes. Face à la situation d'extrême tension des hôpitaux et entre autres, de leurs services d'urgence, la réponse ne saurait se cantonner à des solutions de moyen et long terme.

Les besoins et les ruptures, c'est maintenant qu'il faut y répondre !

En effet, l'annonce de 750 millions pour des transformations à l'horizon 2022 est loin d'être satisfaisante : outre le fait que l'expérience nous a appris à être très circonspects face aux promesses, cette « réponse » qui doit être mise en œuvre par les ARS ne concerne pas ce qui est crucial : l'arrêt des fermetures de lits et des réductions d'effectifs dans les services de médecine, de soins de suite etc. Ces crédits qui seraient débloqués sur trois ans sont insuffisants, non pérennes et surtout mal fléchés, car ils auraient pu permettre le recrutement immédiat de 20 000 agents soit 12 agents en moyenne par service d'urgence.

De plus, Madame Buzyn oublie de signaler toutes les mesures « d'économies » exigées à nos hôpitaux depuis plus d'une vingtaine d'années. Pour ne prendre que 2018 et 2019, c'est 1 milliard 100 millions d'€ qui ont été dégagés des moyens alloués à nos établissements ! Si le mode de tarification de l'activité des établissements a été enfin critiqué par le gouvernement, il ne reste qu'une simple modalité de calcul et ce changement ne peut être positif que si l'étau budgétaire se desserre par un PLFSS répondant aux besoins des hospitaliers et un ONDAM revalorisé à + 5%.

Par ailleurs, ces 750 millions sur plusieurs années seront vraisemblablement ponctionnés sur les tarifs hospitaliers. Pour FO, c'est à nouveau une « opération de bonneteau ». Entretenir l'idée, comme le fait la Ministre de la santé depuis des années, que la solution passe exclusivement par des réorganisations et des regroupements est un mensonge que Force Ouvrière continue de dénoncer avec vigueur et constance.

Dans ces conditions, la Fédération des Personnels des Services Publics et des Services de Santé FO réitère ses revendications et exige :

- La réouverture sans délai de plusieurs milliers de lits d'aval en médecine, chirurgie et soins de suite pour désengorger les services d'urgences ;
- Le recrutement de personnel soignant et médical ;
- Une augmentation de 300 € pour tous les professionnels de santé, afin d'augmenter l'attractivité de leurs métiers ;
- Une augmentation significative de l'ONDAM en réinjectant les crédits supprimés en 2018 et 2019.

La Fédération des Personnels des Services Publics et des Services de Santé FO apporte son soutien entier à tous les syndicats et les personnels des services qui sont aujourd'hui en grève.

La Fédération appelle tous ses syndicats à amplifier la résistance partout où les conditions sont réunies et à s'associer aux mouvements du 11 septembre 2019 organisés dans les établissements et dans les départements.

De plus la situation désastreuse de nos hôpitaux ne saurait occulter celle de nos EHPAD. Nous rappelons que le 5 septembre dernier, lors de la Conférence des EHPAD, 180 délégués FO ont appelé de concert l'ensemble des syndicats à s'organiser dès le lundi 23 septembre 2019 par la grève jusqu'à l'obtention des revendications, notamment sur l'augmentation des effectifs avec le ratio de 1 personnel pour 1 résident et le versement de la prime ASG pour tous les personnels.

La Fédération rappelle que, depuis le 10 mai dernier, FO a déposé un préavis de grève national, afin de couvrir l'ensemble des initiatives et mobilisations des agents de la Fonction Publique Hospitalière et de nos syndicats sur l'ensemble du territoire national, et afin de défendre leurs emplois, leur statut, leurs salaires et conditions de travail.

Le secrétariat fédéral

Paris, le 10 septembre 2019

Fédération des Personnels
des Services Publics et
des Services de Santé
Force Ouvrière

www.fo-publics-sante.org
fo.sante-sociaux@fosps.com
fo.territoriaux@fosps.com

Tél. : 01 44 01 06 00

153 - 155 rue de Rome
75017 PARIS